

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### EDITO

Décidément ce début d'année n'est pas meilleur que celui de l'an dernier pour le gouvernement et le Président. Aux manifestations contre la réforme des retraites de l'an dernier ont succédé les actions des agriculteurs y compris au moment de l'ouverture du salon de l'agriculture. Malgré les annonces faites par les uns et les autres, la colère du monde agricole n'est pas retombée. La question de l'avenir de l'agriculture reste posée. Les chantres de la décroissance au niveau européen n'ont pas désarmé comme le prouve le traité de libre-échange signé avec le Chili.

La grogne des agriculteurs s'étend aux pêcheurs qui connaissent les mêmes difficultés.

De leur côté, les cheminots ont osé faire grève au moment des vacances scolaires des franciliens notamment, s'attirant les foudres tant du Premier ministre que de la droite, toujours prompte à vouloir supprimer ou limiter le droit de grève

Après les premières mesures antisociales annoncées par Gabriel Attal, le gouvernement vient d'annoncer la suppression de 10 milliards de dépenses en 2024 qui pourraient être suivis par le double en 2025. En cause, le manque de croissance.

### SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International / p.3 à 6 : Place au débat : le programme du CNR / p. 7 : Actualité sociale / p. 8 : Coup de gueule : grève à la SNCF, quelle horreur !

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement n'a toujours pas compris que la politique de l'offre ne marchait pas et que si on veut favoriser la croissance, alors il faut permettre aux Français de dépenser davantage en augmentant les salaires et les retraites.

Au lieu de taxer davantage les plus riches, le gouvernement va à nouveau s'en prendre aux plus faibles comme les chômeurs et les malades.

Malheureusement, force est de constater que cette politique antisociale ne profite pas à la gauche qui plafonne dans les sondages.

Malgré son double langage, le Rassemblement national qui n'a jamais proposé des mesures de justice et d'égalité semble attirer les faveurs de nos compatriotes.

On l'a vu ces derniers jours à l'occasion de la révision de la constitution pour faire entrer timidement le droit des femmes à disposer de leur corps comme elles le veulent. Même si elle a voté cette révision, la réalité c'est que Marine Le Pen et son parti sont contre l'avortement même s'ils n'osent pas le proclamer.

Malgré ce qu'on a pu lire ici ou là, ce n'est d'ailleurs pas le droit à l'avortement qui est consacré mais la possibilité d'y recourir, qui pourrait devenir caduque si la loi mettait des



freins comme le raccourcissement du délai légal ou la diminution des cas où celui-ci serait accepté.

Je ne voudrais pas terminer cet édito sans me féliciter de l'entrée de Missak et Mélinée Manouchian au Panthéon, consacrant ainsi le rôle des militants communistes et étrangers dans la résistance.

Enfin, je terminerai cet édito par une pensée pour le grand homme qu'a été Robert

Badinter pour sa lutte contre la peine de mort en France et dans le monde.

Bien sûr, je n'oublie pas nos désaccords sur la politique économique et sociale, Robert Badinter étant plus centriste que socialiste. Mais son combat, comme sur un autre registre, celui de Simone Veil pour le droit à l'avortement, mérite pleinement l'hommage de la nation.

Pierre KERDRAON

## INTERNATIONAL



### ARGENTINE :

Bien que ses réformes ultralibérales aient été rétroquées par le parlement, le nouveau président argentin persiste dans sa volonté de détruire le socle social de l'Argentine. Privatisations à tout va, gestion par décrets pour contourner le parlement, Javier MILEI entend mettre en œuvre son programme d'extrême-droite dans un pays qui souffre d'une inflation chronique(+ 143 % en 2023). Sa cible principale la dépense publique et les dépenses sociales ce qui n manquera pas d'aggraver la pauvreté.



### ALLEMAGNE :

Après une première grève en janvier, le Syndicat des conducteurs de trains allemands (Gewerkschaft Deutscher Lokomotivführer, GDL) a lancé le 7 mars une nouvelle grève pour réclamer notamment la baisse de la durée du travail .

De son côté le syndicat Verdi a lancé un autre mouvement de grève dans le transport aérien pour réclamer des augmentations salariales et de meilleures conditions de travail.



### GUINEE

Une grève générale a été déclenchée le 24 février à l'initiative des treize centrales syndicales du pays qui réclament la baisse des prix des produits de première nécessité, l'arrêt de la répression à l'égard des journalistes ainsi que de meilleures conditions salariales pour les fonctionnaires. Après trois jours qui ont paralysé le pays les syndicats ont entamé des négociations avec le pouvoir militaire.



### ESPAGNE

Mobilisés à l'appel d'une fédération de syndicats agricoles régionaux appelée « Union de Uniones » (l'Union des syndicats), des milliers d'agriculteurs ont manifesté mardi dans différentes régions d'Espagne, bloquant plusieurs routes à l'aide de tracteurs. Ils protestent contre la politique agricole européenne et dénoncent la précarité régnant dans le secteur.



### COREE DU SUD

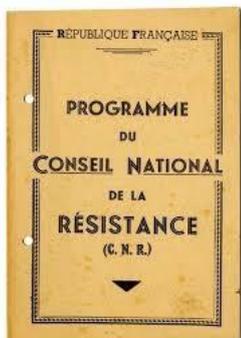
Suite à la décision de milliers d'internes de faire grève pour protester contre la réforme des études médicales devant permettre davantage d'admis, le gouvernement sud-coréen a entrepris la suspension des licences de près de 5 000 internes grévistes. A noter qu'en Corée du Sud le droit de grève est interdit aux médecins.

# PLACE AU DEBAT

## Le PROGRAMME du CONSEIL NATIONAL de la RESISTANCE, SON ACTUALITE

Par Jean-Claude CHAILLEY

### Chronologie de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale



23 août 1939 : **signature du pacte germano-soviétique** qui entrainera la scission de la CGT entre confédérés proche des socialistes et unitaires proches du part communiste.

1<sup>er</sup> septembre 1939 début de la guerre mondiale: **Hitler envahit l'ouest de la Pologne.**

3 septembre 1939 : **déclaration de guerre de la France et de la Grande Bretagne.**

➤ **Les Etats-Unis proclament leur neutralité armée** (la plupart des dirigeants de multinationales US et autres classes possédantes soutenaient Hitler : « mieux vaut Hitler que le Front populaire »).

17 septembre 1939 **l'URSS envahit l'est de la Pologne** suite au Pacte germano-soviétique.

Juin 1940 l'URSS annexe les 3 pays baltes.

17 juin 1940 **Pétain demande l'armistice** / 18 juin 1940 **Appel de de Gaulle.**

22 juin 1940 **la France (Pétain) signe l'armistice**

22 juin 1941 **Hitler envahit l'URSS**

Printemps 1941 Création des **FTP** puis officiellement par le PCF des Francs-Tireurs Partisans Français en 1942, sous l'autorité de Charles Tillon.

22 octobre 1941 Châteaubriant, 27 otages exécutés dont Guy Môquet.

7 décembre 1941 **Pearl Harbor**, puis entrée en guerre des Etats-Unis, qui de toute façon ne peuvent accepter la domination de l'Allemagne et ses alliés sur toute l'Europe et le monde.

Mai – octobre 1942 **défaite de Rommel** aux batailles de Bir Hakeim puis El Alamein.

30 janvier – 2 février 1943 **victoire de l'URSS à Stalingrad.**

➤ **Hitler a déjà perdu la guerre même si elle se poursuit**

17 avril 1943 **Accords du Perreux réunifiant la CGT divisée depuis 1939.**

7 mai 1943 les Alliés sont maîtres de toute l'Afrique du Nord.

27 mai 1943 **création par Jean Moulin, sur instruction de de Gaulle, du Conseil de la Résistance qui devient Conseil national de la Résistance sous l'autorité de de Gaulle. Il unifie « 8 grands mouvements de résistance, les syndicats CGT, CFTC, les partis PCF, SFIO, démocratie chrétienne, droite modérée laïque, droite catholique conservatrice ».** (cf ARAC)

28 juillet 1943 mort de Jean Moulin suite à ses tortures

Novembre 1943 **conférence interalliée de Téhéran**, Churchill, Roosevelt, Staline, pour esquisser le monde de l'après-guerre.

21 février 1944 exécution de Missak Manouchian (FTP – MOI) et de 21 de ses camarades au Mont Valérien puis de Olga Bancic le 10 mai à Stuttgart.

➤ **15 mars 1944 le Conseil National de la Résistance adopte son programme.**

6 juin 1944 **débarquement en France**, de Gaulle n'a été informé qu'au dernier moment.

25 août 1944 **libération de Paris.**

31 janvier – 11 février 1945 **Conférence de Yalta**, Churchill, Roosevelt, Staline.

8 mai 1945 **Fin de la guerre sur le continent européen.**

17 juillet – 2 août 1945 **Conférence de Postdam** Truman, Staline, Churchill puis Attlee. Ces conférences décident du sort des nations, de leurs frontières. De Gaulle n'a participé à aucune de ces conférences concernant entre autres la France.

6 et 9 août 1945 **largage des bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki.**

2 septembre 1945 fin de la guerre en Asie – Pacifique.

**Le Programme d'action de la Résistance dit programme du CNR, connu sous le nom « les jours heureux », a été signé moins de 3 mois avant le débarquement.**

**De Gaulle était profondément antisoviétique, anti communiste, anti socialiste. Mais il voulait que la France perdure, donc soit libérée, puis indépendante.**

Il y avait besoin des forces de l'URSS pour lutter contre Hitler, du PC dans la Résistance. Il a accepté les FTP dans le CNR, Il a accepté le programme du CNR. **Bien que le CNR le nomme chef du Gouvernement Provisoire de la République française, il ne s'est jamais référé directement au Programme du CNR qui n'a jamais correspondu à ses convictions.**

Durant l'été 1944 la CGT, les travailleurs, se portent aux avant-postes des combats. **En 1945 la CGT compte 5 millions de membres, l'équivalent de 6 ou 7 millions actuellement.**

Le patronat est discrédité, les collabos, la police de Vichy aussi.

L'URSS a les troupes, le prestige de la victoire sur Hitler. Les FTP, les travailleurs, sont armés. **De Gaulle, le patronat, la droite, n'ont d'autre choix que de très fortes concessions... à remettre en cause dès que possible.**

**Il s'agit aussi de reconstruire les institutions, l'Etat.** Le programme du CNR donne les leviers nécessaires pour reconstruire l'Etat sous l'égide de de Gaulle, avec des forces de gauche et de droite, avec les 2 seuls syndicats, la CGT et la CFTC.

**Le programme du CNR contient de très importantes conquêtes ; pour autant il n'a pas pour objectif d'instaurer le socialisme, mais ce qu'on pourrait appeler une économie mixte permettant une véritable planification pour reconstruire la France.**

Dès le 20 janvier 1946, en désaccord avec le projet de Constitution, de Gaulle démissionne puis crée le RPF (Rassemblement du Peuple Français). En 1958, il fondera la Vème République. En 1968, en pleine grève généralisée, alors que d'immenses manifestations scandaient « **de Gaulle ! 10 ans ! ça suffit !** » il dénoncera « **la chienlit** » avant d'être battu lors du référendum de 1969.

### **Le programme du CNR :**

#### **1 PLAN D'ACTION IMMEDIATE :**

**Il s'agit tout à la fois de combattre pour la libération de la France aussi vite que possible mais aussi de l'avenir de la France alors que les Alliés la mette à l'écart, de Gaulle compris. Le débarquement en France a été organisé sans lui.**

**Le CNR refuse toute attitude passive dans l'attente d'une aide extérieure : « la Résistance Française doit ou se battre ou disparaître ».** « Ils adjurent les gouvernements anglais et américain... (de déclencher des) opérations militaires de grande envergure...».

#### **2 MESURES À APPLIQUER POUR LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE**

##### **• « Sur le plan politique :**

« Les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C.N.R., proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération : **afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle** ».

##### **• Rétablissement de la démocratie :**

— L'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel (*toutefois sans le droit de vote des femmes. Olympe de Gouge : « Messieurs, en France Intérieure, les femmes ont le droit d'être torturées pour la Défense nationale, elles doivent avoir également le droit de voter ! »*).

— La pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;

— La liberté de la **presse**, son honneur et son **indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;**

— La liberté d'association, de réunion et de manifestation ;

— L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;

— Le respect de la personne humaine ;

— L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

**« Les réformes indispensables »** (*le terme réforme est utilisé dans son sens véritable, et non son sens pervers actuel de destruction des conquises par nos gouvernements*).

- **« Sur le plan économique**

- L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant **l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie** ;
- Une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des États fascistes ;
- **L'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État après consultation des représentants de tous les éléments de cette production** ;
- **Le retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisés**, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques ;
- **Le développement et le soutien des coopératives** de production, d'achat et de vente, agricoles et artisanales ;
- Le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, **pour les ouvriers** possédant les qualités nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie ».

- **Sur le plan social**

- **Le droit au travail et le droit au repos**, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;
- Un réajustement important des **salaires** et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- La garantie **du pouvoir d'achat** national par une politique tendant à la stabilisation de la monnaie ;
- La reconstitution, dans ses **libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant**, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- **Un plan complet de sécurité sociale**, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;
- **La sécurité de l'emploi**, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;
- **L'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre** par une politique de prix agricoles rémunérateurs améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;
- **Une retraite** permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;
- **Le dédommagement des sinistrés** et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste ;
- Une extension des droits politiques, sociaux, économiques des populations indigènes et coloniales ;
- La possibilité effective, pour les enfants français, de bénéficier de **l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée**, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires. **« En avant, donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C. F. L. N. et de son président le général de Gaulle ! En avant pour le combat ! En avant pour la victoire afin que vive la France !**

## LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DU CNR

Le 3 juin 1944 le Comité français de la Libération nationale (CFLN) prend le nom de Gouvernement provisoire de la République française.

- Dès juillet 44 rétablissement des libertés syndicales, abrogation de la Charte du travail, puis droit de vote des femmes, institution puis extension des comités d'entreprise, loi des 40 heures,...
- Les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945, la loi Croizat du 22 mai 1946, créent la Sécurité sociale.
- Entre décembre 1945 et avril 1946 nationalisation de la Banque de France et des banques, des sociétés d'assurance, de l'électricité et du gaz, des ressources énergétiques (Charbon, gaz, et électricité). Renault, Air France, sont nationalisées (comme la SNCF nationalisée en 1937), statut de la fonction publique.

### L'ACTUALITE DU PROGRAMME DU CNR

Certes, nous ne sommes plus en 1945. La France est plus riche. Il y a la mondialisation libérale, l'Union européenne. L'écologie est devenue une priorité. Il y a de nouveaux besoins,...

Mais le CNR se plaçait dans une optique de **reconstruction après la guerre**.

En Europe de l'ouest, les besoins étant les mêmes, il y a eu des programmes proches, ce qu'on a appelé le Welfare state, l'Etat providence.

Actuellement, on est en « **économie de guerre** » en Europe. En France, de gigantesques budgets militaires sont durablement engagés (de 30 milliards en 2017 à 90 milliards en 2030 + aides à l'Ukraine). S'y ajoute 50 milliards de remboursement de la dette... Soit en 2024 plus de 100 milliards (4 points de PIB), ce qui « contraint » les investissements, les services publics, la protection sociale, la transition écologique,...

**L'orientation, les grandes priorités, sont toujours d'actualité.**

**Il faut y rajouter la Paix**

**Il y a de nouveaux besoins. Il y a aussi chaque jour davantage à reconquérir.**

- ▶ **Les médias** sont pour la plupart sous la coupe des « féodalités financières » qui en font des organes de propagande du patronat, de la droite et de l'extrême droite. **Les libertés** sont toujours plus grignotées. **Les droits des salariés**, code du travail, conventions collectives, statuts, et même SMIC, ... sont l'objet d'attaques permanentes.
- ▶ **La Sécurité sociale** d'Amvrose Croizat est certes toujours debout malgré des décennies d'attaques. **Elle est plus que jamais à défendre et reconquérir.**
- ▶ Les « **grandes féodalités financières** » sont **revenues plus puissantes que jamais**. **Les privatisations s'étendent sans cesse** et font des ravages. Qui peut dire que les privatisations dans l'énergie, la banque, des PTT, le changement de statut de la SNCF, la privatisation de Renault, des autoroutes, le développement de la privatisation dans l'hôpital, les EHPAD, le médicament, les sous-traitances, les attaques incessantes contre les services publics... l'explosion des dividendes qui en résulte, ont un résultat positif ? **Les banques alimentaires se développent, il manque 2 millions de logements sociaux, même l'accès à l'eau n'est plus garanti. Il y a énormément à (re)conquérir.**
- ▶ **Reconquête d'une politique sociale, d'un code du travail du XXIème siècle.**
- ▶ **Lutte pour la Paix, les guerres étant les ennemies du social, de l'écologie.**
- **A réfléchir** : est-ce qu'on peut remettre en cause l'extension sans fin du privé, y compris dans l'hôpital, l'enseignement, ... **Peut-on lutter contre l'effet « cliquet » ?** (on se bat contre les privatisations, mais une fois réalisées, elles sont jugées irréversibles).
- **La puissance financière est aussi puissance politique, parfois plus que les Etats.**
- **Dans toute l'Europe les besoins des populations, notamment en services publics et protection sociale, sont en gros les mêmes. Il faudrait des coopérations au lieu de la concurrence « libre et non faussée »... sur fond de financiarisation et spéculation.**
- **Les reconquêtes, de nouvelles conquêtes, posent le problème du gouvernement, de l'instauration d'une véritable République sociale, laïque, démocratique, féministe, écologiste.**

# ACTUALITE SOCIALE

Par Marinette BACHE

**Répression antisyndicale :** Deux militants de Transdev, dont le secrétaire de la CGT Roissy ont d'ores et déjà été licenciés et l'entreprise a lancé des procédures contre dix militants CGT.

**Les panneaux solaires chinois** envahissent, pour la 2ème fois en dix ans, l'Union européenne - dont les frontières économiques deviennent de plus en plus des passoires : aucune réaction de la fameuse Commission qui sait si bien sanctionner la France quand elle aide sa propre production. Ah ! le mythe de la concurrence « libre et non faussée » ! Manifestement peu leur importe que notre industrie photovoltaïque soit au bord de l'effondrement. Et la Commission ne fait pas mieux face au dumping chinois qui menace aussi le secteur automobile : c'est pourtant 10 millions d'emplois qui sont en jeu.

**Suite à l'annonce par le gouvernement d'une augmentation du prix du gaz** de 6% à 11%, Emmanuelle Wargon, Présidente de la Commission de régulation de l'énergie explique que c'est dû à la baisse de la consommation... Mais c'est parce que le gaz avait augmenté de 15% en 2023 que les usagers avaient fait attention et moins consommé. Et ils sont punis !? On marche sur la tête ou quoi ?

**Suppression de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS)** pour les chômeurs de longue durée. Ils recevront le RSA... qui ne compte pas dans les annuités retraite. Le gouvernement a bien répondu aux exigences de la Commission européenne. Normal, il en est le complice avisé.

**Prétendant lutter contre les déserts médicaux** Gabriel Attal a annoncé que les infirmiers-anesthésistes pourront entrer directement en 3e année de médecine. Waouh ! Quel effort pour nos campagnes et nos quartiers défavorisés... sauf que cette passerelle existe déjà et qu'elle est très loin de répondre aux attentes en matière d'égalité d'accès aux soins...

**Attal a mis 3 semaines pour nommer un ministre du logement**, une des 1ères préoccupations des Français. 3 semaines ! Pendant ce temps la crise du logement que connaît notre pays s'est encore aggravée en 2023 : 330.000 sans-abris, 4 millions de mal-logés. Et je ne parle pas du prix des loyers !

**Prisca Thevenot découvre la concurrence.** La porte-parole d'un Gouvernement qui vote tous les accords de libre-échange (Canada/Vietnam/Nouvelle-Zélande/Chili, etc) et nous submerge de millions de tonnes de bœuf, volaille, riz, lait, fruits et légumes, déclare : "Nous ne pouvons pas laisser notre agriculture à la merci de la concurrence déloyale. Elle se moque de nous ! Mieux : au prétexte de solidarité, l'Union européenne importe maintenant, sans taxe et avec la bénédiction du gouvernement français, les poulets ukrainiens (on imagine la qualité sanitaire...). Les éleveurs de volailles sont en colère, il y a de quoi ! Quant à la FNSEA, elle fait partie des lobbies qui ont porte ouverte à Bruxelles.

## LES BRAS M'EN TOMBENT

L'hôpital (dit « européen ») Georges-Pompidou, un fleuron de l'AP-HP, a publié, sur les réseaux sociaux, un appel aux dons pour acheter un « scanner à comptage photonique ». Est-ce qu'on marche sur la tête ? Un appel aux dons ! Le financement de la santé et particulièrement des hôpitaux publics n'est-il pas une prérogative de l'Etat ? Ce nouveau type de scanner serait très utile pour de nombreux services de l'hôpital, en particulier la cardiologie, les maladies vasculaires, le suivi des cancers, l'ORL, et les pathologies ostéoarticulaires. Le financement public est plus que justifié ! Et on lance un appel à la charité publique laissant aux généreux donateurs la possibilité de faire des dons allant de 30 euros à 5 000 euros. Déjà qu'il fallait financer la recherche par le téléthon, les hôpitaux publics sont aussi contraints à faire la manche. Dans quelle société nous ont entraînés Macron et ses procureurs libéraux ?!

# COUP DE GUEULE

## Grève à la SNCF : quelle horreur !

Par Pierre-Yves MESCOFF

Rassurez-vous, ce n'est pas moi qui le dit. En revanche, c'est ce qu'on a pu entendre sur tous les plateaux télé lors de la dernière grève des contrôleurs SNCF au moment des vacances scolaires de février. Même le Premier ministre y est allé de son couplet, fustigeant ceux qui osaient priver une partie des Français de leurs vacances à la neige ou de leurs enfants qui ne pourraient aller voir leurs grands-parents. Oubliant au passage que seule une petite minorité était concernée.

Comme à chaque fois qu'une grève touche les transports publics, les députés et sénateurs de droite y sont allés avec leurs propositions d'interdire la grève pendant certaines périodes. Oubliant par exemple que les vacances scolaires n'ont pas lieu tous les ans aux mêmes dates ni pour la même période dans toutes les régions. Et que la grève étant un principe constitutionnel, en limiter l'exercice n'est possible qu'à des conditions très strictes.

Mais, à part ces cris d'orfraies, on chercherait vainement du côté de la droite ou du gouvernement quelqu'un pour s'interroger sur le fait qu'une grosse partie des contrôleurs s'est mise en grève, soulignant le caractère légitime de leurs revendications qui ne sont d'ailleurs pas toutes salariales.

Derrière des chiffres de salaires moyens qui ne veulent pas dire grand-chose mais donnent l'impression d'une catégorie de salariés privilégiés, la vérité c'est que les contrôleurs n'ont pas le sentiment d'être reconnus pour leur travail difficile - surtout dans une période où les incivilités sont légion - ni d'être justement compensés pour les contraintes de leurs métiers qui les amènent souvent loin de chez eux, y compris le week-end.

Comme à leur habitude, on a aussi entendu certains politiques vanter les mérites de la concurrence, feignant d'oublier que celle-ci a pour conséquence de complexifier la vie des usagers ou que la Grande-Bretagne a dû renationaliser en partie son réseau suite aux nombreuses défaillances et accidents liés à la recherche du profit à tout prix.

Car, contrairement à ce que certains avancent, la concurrence en matière de transports publics n'est pas aussi rentable que cela pour les sociétés privées. L'achat de matériels, le coût du péage pour l'entretien des voies ont amené certains possibles concurrents de la SNCF à renoncer à leurs projets.

L'objectif de la mise en concurrence – faire baisser les prix - n'est le plus souvent qu'un trompe-l'œil. Ça conduit à des achats massifs de publicité qui finissent par rogner les marges et par inciter à sacrifier le plus important : la sécurité.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
**Site Internet** : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel :  
[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... Portable : .....  
E-mail : .....  
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
**À retourner à** : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)